

Questions orales

Winnipeg à aller s'établir aux États-Unis. La même chose s'applique à toutes les régions.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mon collègue parle d'une question posée précédemment. S'il veut poser une question à ce sujet, je serai heureux d'y répondre également.

* * *

L'ASSURANCE-MALADIE

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être.

Dans le budget qu'il vient de présenter, le ministre des Finances a réduit de 2,3 milliards de dollars les paiements de transferts aux provinces, dont une grande partie devait être consacrée aux soins de santé. Ce matin, le ministre a déclaré qu'une compensation serait versée aux provinces sous forme de points d'impôt.

Je me demande si le ministre sera franc envers les Canadiens et s'il déclarera à la Chambre aujourd'hui que les points d'impôt, surtout dans le cas des provinces les plus démunies, ne compenseront pas complètement la perte en argent.

• (1430)

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je m'en remets très certainement à vous. Dans le préambule de sa question, le député a déclaré qu'il voulait soulever une question se rapportant au débat à la Chambre aujourd'hui. Je vous laisse donc décider si je dois répondre ou non à la question. Il me ferait plaisir de le faire, même s'il est de rigueur à la Chambre de ne pas aborder le sujet du débat au cours de la période des questions.

M. Roy Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je crois que la question fait l'objet de discussions depuis de nombreuses semaines. Je poserai donc une deuxième question au ministre, s'il hésite à répondre à la première.

Les ministres provinciaux ne sont pas impressionnés par les programmes unilatéraux du ministre. Le ministre s'engagera-t-il à la Chambre à entreprendre sans tarder des consultations en vue d'arriver à un consensus avec ses homologues provinciaux, avant d'aller plus loin et de mettre la hache dans l'assurance-maladie.

Cet aspect ne faisait pas partie de la question posée précédemment.

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le même problème se pose ici également. Malgré les conventions parlementaires, permettez-moi de répondre à mon collègue.

M. le Président: Si le ministre préfère ne pas répondre, c'est évidemment son droit. Le ministre a la parole.

M. Beatty: Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir ainsi l'occasion de calmer une inquiétude.

Le coût net pour le gouvernement fédéral et le gain net pour les provinces qui résultent d'une conversion des paiements de transfert en argent en points d'impôt sont identiques.

Le député a demandé si j'étais prêt ou non à tenir des consultations avec mes collègues provinciaux ainsi qu'avec des gens de l'extérieur du gouvernement. Bien sûr, je le fais régulièrement, mais les programmes annoncés dans le budget par le ministre des Finances font partie de la politique du gouvernement du Canada. Il est important de collaborer pour garantir l'équilibre du régime fiscal au Canada.

[Français]

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Les personnes qui ont besoin de soins médicaux telles les victimes de crise cardiaque sont déjà en ligne d'attente pour des opérations coûteuses partout au Canada. Plusieurs peuvent attendre jusqu'à une semaine à la fois sur des lits temporaires. Avec un système de soins médicaux déjà en pente descendante, comment est-ce que les Canadiens peuvent espérer avoir un système efficace ou même espérer la survie du système existant déjà malmené pendant que les décisions de son gouvernement continuent de ruiner les institutions les plus chères aux Canadiens? Comment?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée sait pertinemment que le gouvernement fédéral va transférer, cette année seulement, quelque 14 milliards de dollars aux provinces pour l'administration des soins de santé au Canada.

En critiquant la prestation des services dans notre province, par exemple, elle se trouve en fait à critiquer le